

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 06/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOCOPAL

ZAC du Puceuil
76680 ST SAENS

Références : UDRD-2023-02-62-NA/BV
Code AIOT : 0005802969

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2023 dans l'établissement SOCOPAL implanté ZAC du Puceuil 76680 ST SAENS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre d'un projet d'implantation d'une ferme solaire à proximité des installations de SOCOPAL. L'objet de la visite est de prévenir les risques et nuisances susceptibles d'être générés par un tel projet au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCOPAL
- ZAC du Puceuil 76680 ST SAENS
- Code AIOT : 0005802969
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise exploite un entrepôt frigorifique classée sous le régime de l'autorisation, notamment pour l'emploi d'ammoniac comme fluide frigorigène.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- modifications des conditions d'exploitation du site
- projet de ferme solaire

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modifications	Code de l'environnement du 01/02/2023, article L.181-14	/	Demande n°1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si l'exploitant met en oeuvre son projet, il devra transmettre un dossier de porter à connaissance préalablement à la mise en oeuvre de celui-ci, dossier devant présenter les éléments d'appréciation notamment en matière de risques accidentels vis à vis des installations existantes. L'arrêté préfectoral d'autorisation pourrait être actualisé à cette occasion si des prescriptions complémentaires apparaissent nécessaires pour encadrer les activités du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/02/2023, article L.181-14
Thème(s) : Situation administrative, modifications des conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
Constats : L'exploitant envisage d'implanter une ferme solaire à proximité de son site sur un terrain attenant à l'entrepôt dans un contexte d'augmentation du coût de l'énergie. Le projet vise à produire de l'énergie à l'aide de panneaux photovoltaïques déposés au sol sur une surface de 3,6ha, sans nécessité d'artificialiser les sols. L'énergie produite sera entièrement consommée par l'entrepôt pour la production de froid. Le projet permettrait la production d'environ 700 kWc. Cette future activité est une annexe de l'activité industrielle. Même si cette activité n'est régie par aucune rubrique de la nomenclature des ICPE, il n'en demeure pas moins qu'elle constitue une modification des conditions d'exploitations de l'ICPE et que des règles d'exploitation et de sécurité lui sont applicables. En effet, le projet est concerné par les dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. <u>Demande n°1:</u> En application de l'article L.181-14 du Code de l'Environnement, l'exploitant devra remettre à l'inspection un dossier de porter à connaissance devant préciser les éléments d'appréciation du projet notamment en matière de prévention des risques. En particulier, l'exploitant étudiera les effets d'une éventuelle propagation d'un incendie du projet vers les installations existantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet